



HAL
open science

Pavlina R. Tcherneva, La garantie d'emploi. L'arme sociale du Green New Deal

Céline Marty

► **To cite this version:**

Céline Marty. Pavlina R. Tcherneva, La garantie d'emploi. L'arme sociale du Green New Deal. Lectures, 2021, <10.4000/lectures.49413>. <hal-03528179>

HAL Id: hal-03528179

<https://hal.science/hal-03528179v1>

Submitted on 17 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Pavlina R. Tcherneva, *La garantie d'emploi. L'arme sociale du Green New Deal.*

Céline Marty

Agrégée de philosophie, doctorante en philosophie (Logiques de l'Agir)

10/05/2021

Dans cet ouvrage court et pédagogique destiné au grand public, l'économiste américaine Pavlina Tcherneva, chercheuse et conseillère de Bernie Sanders, propose une nouvelle politique publique pour résoudre le chômage et ses maux : la garantie d'emploi. Il s'agit de créer un emploi exercé et rémunéré décemment pour toute personne désireuse de travailler, quelles que soient son expérience, sa formation et sa situation personnelle. L'emploi est créé selon ses souhaits, compétences et ancrages territoriaux, administré au niveau local et financé au niveau national. Ce projet résulte du constat que le marché privé ne crée pas suffisamment d'emplois durables et décents pour toute la population active : il propose donc au secteur public de le faire. Cela semble paradoxal parce qu'on considère que les besoins de travail sont déterminés uniquement par le marché privé, en fonction de l'offre et de la demande de marchandises. Mais tout comme l'Etat finance des emplois publics dans les secteurs essentiels, il pourrait identifier et financer des besoins de travail que le privé ne veut pas financer parce qu'ils ne sont pas rentables. L'action publique serait étendue à l'emploi lui-même, pour résoudre radicalement les causes du chômage, alors que les politiques publiques actuelles le compensent à peine par les assurances chômage et les minimas sociaux. Plusieurs programmes à l'international incarnent déjà cette intention : le *Jefes* argentin *Jefes*, le système indien NREGA, le programme de travaux publics en Afrique du Sud, les Territoires zéro chômage en France (dans la Nièvre par exemple) et la garantie emploi-jeune à Bruxelles.

Ce projet vise à redonner du pouvoir aux travailleurs, pour qu'ils puissent choisir leur travail, indépendamment des entreprises privées. Le contenu de l'emploi est déterminé selon une logique participative : les communautés et les chômeurs évaluent les besoins locaux de travail puis ces derniers proposent leurs services en fonction de ceux-ci. Pour Tcherneva, ce sont surtout des métiers de *care* qui seraient créés, au sens de « souci de la communauté, de l'environnement et des individus », aujourd'hui sous-financés ou inexistantes parce qu'ils ne

sont pas rentables ou gérés par des services eux-mêmes sous-financés. En tant qu'emplois formateurs et responsabilisants, ils donnent une autonomie et une fierté au travailleur, qui évite le stigmate du chômeur. En remettant au travail les chômeurs de longue durée, que le marché privé refuse d'intégrer, ce programme peut servir de tremplin vers le privé s'ils veulent se réorienter. Ce n'est donc pas une politique du *workfare*, forçant les individus à accepter n'importe quel travail, comme l'a fait le Royaume-Uni industriel et le fait aujourd'hui la Hongrie, mais une politique de droit au travail. En réduisant le chômage et le chantage à l'emploi qu'il engendre, ce projet donne aussi plus de pouvoir aux actifs pour négocier les conditions et le contenu de leur travail, parce qu'ils ont sinon la possibilité de créer un emploi qui correspond à leurs valeurs et projets.

L'ouvrage a l'intérêt de montrer que le plein-emploi et le chômage ne sont pas des fatalités économiques mais le résultat de politiques publiques choisies. L'économiste Walter Korpi¹ a aussi montré que le plein-emploi des Trente Glorieuses n'était pas un miracle économique mais le résultat d'un choix des gouvernements, qui ont ensuite orchestré l'apparition du chômage de masse, en autorisant l'exode des capitaux, les délocalisations et les licenciements, pour mieux dominer les populations laborieuses. Mais comment la garantie d'emploi, qui rend possible l'émancipation des travailleurs vis-à-vis de l'arbitraire du marché privé de l'emploi, pourrait-elle dépasser l'opposition des élites économiques et politiques ? Tcherneva montre longuement que son financement est possible, notamment en réallouant les sommes dépensées aujourd'hui en vain pour lutter contre le chômage, mais que l'obstacle à sa réalisation est d'ordre idéologique, du côté des décideurs économiques et politiques qui refusent l'intervention publique sur le marché du travail et croient dans la nécessité du chômage pour l'équilibrer. Pourtant, l'opinion publique est favorable au projet, imaginé dès la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, présent dans la lutte pour les droits civiques, au cœur des lois sur l'emploi, mais jamais réalisé dans une loi.

Néanmoins, Tcherneva ne rend pas compte des forces d'opposition qui ont empêché la naissance de ce projet, alors qu'il faudrait les analyser pour lutter contre elles. En France, le droit au travail revendiqué par les luttes ouvrières de 1848 a été rejeté par les élites

¹ Walter Korpi, « The Great Trough in Unemployment: a Long-term View of Unemployment, Inflation, Strikes, and the Profit/Wage Ratio ». *Politics & Society*. 2002, n°30, 3 p. 365-426.

économiques et politiques qui craignaient qu'il ne donne trop de pouvoir aux travailleurs : comment éviter qu'elles n'empêchent de nouveau ce projet ? Si la menace du chômage a toujours été l'arme la plus puissante des employeurs contre les travailleurs, comme Tcherneva le reconnaît, comment leur faire accepter la garantie d'emploi ? Dans le chapitre 5, elle note que les groupes d'intérêts et les lobbies vont s'y opposer comme ils l'ont fait pour tous les droits économiques, mais elle n'approfondit pas les modalités de la lutte idéologique et politique à mener, sujet pourtant crucial dans notre contexte néolibéral qui ne tend pas vers une extension des droits économiques. Tcherneva accuse la période Reagan-Thatcher d'avoir détourné le débat de la garantie publique d'emploi, idée présente dès le *New Deal* de Roosevelt, mais l'idéologie néolibérale de réduction des dépenses publiques et d'autonomie d'un marché privé destiné à maximiser les profits est toujours présente, chez les décideurs et chez une partie de l'opinion publique. Comment la garantie d'emploi peut-elle s'imposer face à la logique néolibérale aujourd'hui dominante ?

La garantie d'emploi est présentée comme une alternative au revenu universel, au cœur des débats sur la réforme de la protection sociale. Tcherneva lui reproche de ne pas créer d'emplois, ce qui risque d'aggraver la compétition pour les emplois restants. C'est parce qu'elle conçoit un revenu universel d'un montant faible, avec lequel les individus devraient conserver un emploi, ce qu'elle voit comme un moyen de saper les derniers filets de la sécurité sociale et de subventionner les entreprises en les libérant de l'obligation de payer un salaire minimum. Mais le but du revenu universel d'un montant élevé, théorisé par des penseurs de gauche comme André Gorz, est justement d'émanciper les individus du marché de l'emploi, pour développer des activités épanouissantes en dehors du marché, sans rendre de comptes à l'Etat ou aux entreprises. La garantie d'emploi présuppose qu'on peut les insérer dans un marché de l'emploi public. Tcherneva reconnaît néanmoins l'utilité d'un revenu de base pour ceux qui ne peuvent travailler, en préconisant un alliage entre aide à l'emploi et allocations sociales, pour les enfants, retraités comme pour les étudiants.

La garantie d'emploi est présentée comme une solution aux maux contemporains que sont le chômage, la crise écologique et le manque de démocratie. C'est à nuancer, notamment parce qu'elle ne touche pas au contenu de la production marchande. Si elle permet de créer des emplois « verts » au niveau local, dont l'impact face à l'urgence climatique reste mineur, elle laisse intactes les industries privées polluantes. Dans le chapitre

6, Tcherneva précise que les travailleurs des secteurs polluants devront faire la transition vers l'économie verte : elle espère un changement individuel de comportement, plutôt que d'interdire radicalement les structures productives polluantes. Le principal problème de la garantie d'emploi est de ne pas oser transformer la production du marché privé, pourtant la plus néfaste en matière de destruction de ressources et de pollution. Tcherneva rassure souvent les décideurs économiques en présentant la garantie d'emploi comme instrument de stabilisation et d'absorption des chocs des cycles économiques : en période de récession, elle garantit un niveau stable pour la demande totale et en période de croissance elle se réduit quand les travailleurs reprennent des emplois dans le privé. Dans le chapitre 5, elle instaure même une condition à la garantie d'emploi pour rassurer le marché privé : ces emplois ne devront pas concurrencer les activités privées ou se substituer à des emplois existants. Comment déterminer ce qui concurrence le privé ? Dans quelle mesure ce principe de non-concurrence ne risque-t-il pas de bloquer beaucoup d'initiatives, comme une restauration publique qui concurrencerait les *fastfoods*, ou une police de qualité qui concurrencerait les services privés de sécurité ? La garantie d'emploi est peut-être appréhendée comme une première étape vers une plus forte intervention étatique dans l'économie, qui questionnerait ensuite le contenu de la production marchande privée. En tout cas, la proposition de Tcherneva n'est pas aussi révolutionnaire que la postface française de Romaric Godin la présente en la décrivant comme un moyen de dépasser le salariat et le capitalisme en faisant advenir la société communiste marxienne « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

La présentation de la garantie d'emploi dans ce livre court et pédagogique soulève certes de nombreuses questions mais permet de susciter une discussion collective au sujet de l'intervention publique sur l'emploi et les besoins sociaux à satisfaire collectivement, enjeux cruciaux dans une société qui s'interroge sur le sens du travail et les moyens de répondre à l'urgence écologique.